

Questions orales

La semaine dernière, c'était Saint Catharines qui en prenait plein la gueule, cette semaine c'est Windsor.

Le ministre va-t-il enfin faire vraiment preuve de leadership en ce qui concerne cette question? Va-t-il mettre en place un programme d'aide au développement communautaire et d'appui à la retraite anticipée? Va-t-il intervenir directement et en personne auprès de la General Motors pour lui demander de réduire le nombre de licenciements durant le rééquipement de l'usine?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'estime que les députés devraient savoir que les 1 600 travailleurs mis en disponibilité à l'usine de Windsor vont avoir droit, en plus des prestations qui leur seront versées par l'assurance-chômage, au versement, par la compagnie, de sommes équivalentes à 95 p. 100 de leur salaire de base après impôt, et ce jusqu'à leur rappel en août 1994.

Un programme dans le cadre du service d'aide à l'adaptation de l'industrie sera offert à la compagnie et au syndicat à l'intention des 400 employés qui ne seront pas repris à l'usine de la GM à Windsor en août 1994.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Société canadienne des postes.

En plus de l'occupation du bureau de poste de Saint-Clément de Rimouski qui dure depuis près d'une semaine, on apprend à l'instant que les gens de Scotstown, dans les Cantons de l'Est, occupent eux aussi leur bureau de poste depuis 13 heures et qu'une manifestation se prépare à La Rivière, au Manitoba.

Le ministre est-il prêt, finalement, à comprendre le bon sens et à abandonner sa politique de fermeture de bureaux de poste en milieu rural?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, le député sait parfaitement que ce n'est pas ma politique et, en fait, que ce n'est la politique de personne. La Chambre a convenu à l'unanimité en 1991 de faire de la Société canadienne des postes une société

d'État libre de fonctionner de façon indépendante, sans ingérence politique dans ses affaires.

C'était une excellente décision de la part du Parlement. Je suis sûr que, si je l'ignorais et m'immisçais politiquement dans les affaires de la Société canadienne des postes, le député serait le premier à m'accuser d'outrage au Parlement.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, c'est complètement absurde. Le ministre sait que le gouvernement a, comme lui, approuvé le plan d'entreprise de la Société canadienne des postes qui prévoit la fermeture de 5 221 bureaux de poste ruraux.

[Français]

Alors, je vais adresser ma question supplémentaire au premier ministre, compte tenu que son ministre refuse de comprendre le bon sens. Est-ce que le premier ministre est prêt, lui, à annoncer aujourd'hui l'abandon de la politique gouvernementale de fermeture de bureaux de poste en milieu rural au Canada? Est-il prêt, a-t-il le courage de l'annoncer, lui?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, le député n'a vraiment pas besoin de crier grossièrement pour se faire entendre.

Je lui ferai remarquer également que le plan d'entreprise relatif à l'ouverture de nouveaux comptoirs postaux dans les commerces où les gens vont normalement faire leurs achats est en application depuis plusieurs années. Environ 3 000 de ces comptoirs ont été ouverts jusqu'à maintenant, et on prévoit en ouvrir encore 3 000 autres.

Il y a eu des changements importants dans la façon dont la société des postes a toujours fonctionné. Quand elle a sollicité l'opinion des collectivités où ces changements ont été effectués, elle y a trouvé un taux d'approbation de 90 p. 100. Il faut être buté pour prétendre qu'une politique suscitant l'approbation de 90 p. 100 des consommateurs est mauvaise.

* * *

L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON

M. John Manley (Ottawa—Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports et a trait au projet de rénovation annoncé pour l'aéroport Pearson de Toronto.